

Bruxelles, le 15.2.2016
C(2016) 843 final

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 15.2.2016

**relative à une mesure individuelle en faveur de la République démocratique du Congo à
financer sur le 11^e Fonds européen de développement**

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 15.2.2016

relative à une mesure individuelle en faveur de la République démocratique du Congo à financer sur le 11^e Fonds européen de développement

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE) 2015/322 du Conseil du 2 mars 2015 relatif à la mise en œuvre du 11^e Fonds européen de développement, et notamment son article 9,

vu le règlement (UE) 2015/323 du Conseil du 2 mars 2015 portant règlement financier applicable au 11^e Fonds européen de développement¹, et notamment son article 26,

considérant ce qui suit:

- (1) La Commission a adopté le programme indicatif pluriannuel pour la période 2014-2020², dont le point 1.2 établit les priorités suivantes: la santé, l'environnement, la gouvernance et les infrastructures.
- (2) La mesure financée au titre de l'accord interne du 11^e FED (ci-après 'l'accord interne')³ vise à contribuer à l'amélioration de l'état de santé de la population de la République démocratique du Congo dans le contexte global de lutte contre la pauvreté.
- (3) L'action intitulée «Renforcement de l'offre et développement de la demande de soins de santé en République démocratique du Congo», est mise en œuvre à travers une modalité de projet par (i) gestion indirecte avec la République démocratique du Congo; (ii), gestion indirecte (PAGODA) avec le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF).
- (4) Il y a lieu d'adopter une décision de financement dont les modalités sont fixées à l'article 94 du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 de la Commission⁴ applicable en vertu de l'article 2 paragraphe 1 et l'article 26 du règlement (UE) 2015/323.
- (5) Il convient que la Commission confie des tâches d'exécution du budget en gestion indirecte aux entités désignées dans la présente décision, sous réserve de la conclusion d'une convention de délégation. Conformément à l'article 60, paragraphes 1 et 2, du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012, l'ordonnateur compétent doit s'assurer que ces entités garantissent un niveau de protection des intérêts financiers de l'Union équivalent à celui qui est exigé de la Commission lorsque celle-ci gère des fonds de

¹ JO L 58 du 3.3.2015, p. 17.

² Décision C(2014)3904

³ Accord interne entre les représentants des gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif au financement de l'aide de l'Union européenne au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020, conformément à l'accord de partenariat ACP-UE, et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, JO L 210 du 6.8.2013, p. 1

⁴ Règlement délégué (UE) n° 1268/2012 de la Commission du 29 octobre 2012 relatif aux règles d'application du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, JO L 362 du 31.12.2012, p. 1.

l'Union. Ces entités respectent les conditions énoncées à l'article 60, paragraphe 2, premier alinéa, points a) à d), du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 et les mesures de supervision et de soutien nécessaires sont en place.

- (6) Il convient que la Commission confie des tâches d'exécution du budget en gestion indirecte au pays partenaire (République démocratique du Congo) désigné dans la présente décision, sous réserve de la conclusion d'une convention de financement. Conformément à l'article 60, paragraphe 1, point c), du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 applicable en vertu de l'article 17 et de l'article 2, paragraphe 1, du règlement (UE) 2015/323, l'ordonnateur compétent doit s'assurer que des mesures sont prises pour superviser et soutenir la mise en œuvre des tâches confiées. Ces mesures et les tâches confiées sont décrites dans l'annexe de la présente décision.
- (7) L'ordonnateur responsable peut attribuer des subventions sans appel à propositions sous réserve que les conditions applicables aux exceptions aux appels à propositions prévues à l'article 190 du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, applicable en vertu de l'article 37, paragraphe 1, du règlement (UE) 2015/323 soient remplies. Sept subventions en octroi direct sont prévues dans le cadre de ce programme, notamment:

Subvention en octroi direct à la Fédération nationale de centrales d'achat de médicaments essentiels (FEDECAME). Le recours à cette procédure d'octroi se justifie car le bénéficiaire se trouve dans une situation de monopole de droit. La FEDECAME est l'organisation privée d'utilité publique qui fait les achats de médicaments pour le compte du système national de médicaments (SNAME) à travers un accord avec le gouvernement congolais.

Subvention en octroi direct à Malteser International pour l'appui complet dans le cadre du volet "Linking relief, rehabilitation and development – LRRD" du programme dans le nord de la province de l'Ituri et la province de Haut Uélé. Le recours à cette procédure d'octroi se justifie car le bénéficiaire se trouve dans une situation de monopole de fait en étant le seul opérateur qui peut assurer un appui au système de santé de sortie de l'urgence en lien avec le développement, en ayant un ancrage institutionnel de longue date dans ces zones reculées, à forte instabilité et à risque d'insécurité.

Subvention en octroi direct à Memisa pour l'appui complet dans les zones du sud de la province de l'Ituri et la province du Kongo Central. Le recours à cette procédure d'octroi se justifie car le bénéficiaire se trouve dans une situation de monopole de fait. En effet, l'organisation Memisa est la seule présente depuis des longues années dans ces provinces qui peut assurer une logique de développement en parfait lien avec les politiques nationales dans le domaine de la santé et en cohérence avec la stratégie des programmes financés par l'Union européenne depuis le 9^e FED, en ayant l'expertise concrète d'appui aux zones de santé, mise en place d'une tarification forfaitaire à l'épisode et appui institutionnel à la division provinciale de la santé.

Subvention en octroi direct aux "Entités d'utilité publique – Fonds d'achat de services de santé" (EUP-FASS) du Nord Kivu et du Kasai Oriental / Lomami pour l'achat de soins de santé dans les dites provinces. Le recours à cette procédure d'octroi se justifie car les bénéficiaires se trouvent dans une situation de monopole de fait. En effet, ces fiduciaires, mises en place à l'aide des 9^e et 10^e FED, assurent l'achat de soins dans les provinces ciblées dans la perspective de devenir des caisses d'assurance maladie provinciales.

Subvention en octroi direct à ULB Coopération pour les activités logistiques et techniques au Nord Kivu. Le recours à cette procédure d'octroi se justifie car le

bénéficiaire se trouve dans une situation de monopole de fait. En effet, il est le seul opérateur à avoir conçu, réalisé et cofinancé des activités de développement du système de santé en appui de la province de Nord Kivu et synergie totale avec les autorités provinciales. Il est le seul à pouvoir réaliser dans des conditions de sécurité acceptables un appui horizontal et systémique dans les zones instables de la province du Nord Kivu et en parfaite complémentarité avec l'achat de soins qui sera développé en collaboration avec l'EUP FASS de la province.

Subvention en octroi direct à Save the Children pour les activités logistiques et techniques au Kasai Oriental et Lomami. Le recours à cette procédure d'octroi se justifie par l'utilisation des procédures d'urgence applicables en République démocratique du Congo. Il convient de signaler que Save the Children est la seule organisation de santé publique présente dans le Kasai Oriental et le Lomami contigu capable de développer certains aspects de l'action en cohérence avec les politiques nationales et en complément de l'achat des soins qui sera développé en collaboration avec l'EUP FASS de la province.

- (8) Il convient de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 92 du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 et de l'article 111, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, applicables en vertu de l'article 29, paragraphe 1, du règlement (UE) 2015/323.
- (9) La mesure prévue par la présente décision est conforme à l'avis du comité du Fonds européen de développement institué par l'article 8 de l'accord interne.

DÉCIDE:

Article premier

Adoption de la mesure

La décision relative à une mesure individuelle en faveur de la République démocratique du Congo à financer sur le 11^e Fonds européen de développement présentée en annexe, est adoptée.

La mesure comporte l'action suivante:

Annexe : « Renforcement de l'offre et développement de l'accès aux soins de santé en République démocratique du Congo ».

Article 2

Contribution financière

La contribution maximale de l'Union européenne pour la mise en œuvre du programme visé à l'article 1^{er} est fixée à 145 000 000 EUR et est financée sur le 11^e Fonds européen de développement.

La contribution financière prévue au premier alinéa peut aussi couvrir les intérêts de retard.

Article 3

Modalités de mise en œuvre

Des tâches d'exécution du budget en gestion indirecte peuvent être confiées aux entités désignées dans l'annexe, sous réserve de la conclusion de la convention y afférente.

La section «Mise en œuvre» de l'annexe de la présente décision énonce les éléments exigés par l'article 94, paragraphe 2, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012.

L'ordonnateur compétent peut attribuer des subventions sans appel à propositions conformément à l'article 190 du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 applicable en vertu de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323.

Article 4

Modifications non substantielles

Les augmentations ou les diminutions de 10 000 000 EUR maximum n'excédant pas 20 % de la contribution fixée à l'article 2, premier alinéa, de même que les prolongations de la période de mise en œuvre, ne sont pas considérées comme substantielles au sens de l'article 94, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, applicable en vertu de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323, pour autant qu'elles n'aient d'incidence significative ni sur la nature ni sur les objectifs des actions. Le recours à la réserve pour imprévus est pris en considération dans le plafond fixé au présent article.

L'ordonnateur compétent peut adopter ce type de modifications non substantielles dans le respect des principes de bonne gestion financière et de proportionnalité.

Fait à Bruxelles, le 15.2.2016

Par la Commission
Neven MIMICA
Membre de la Commission